



Communiqué de presse

Pour diffusion immédiate

SONDAGE ASSOCIATION DES ÉCONOMISTES QUÉBÉCOIS – LÉGER:

LES PRIORITÉS DU NOUVEAU GOUVERNEMENT ET LES DÉFIS DE LA MONDIALISATION : LES ÉCONOMISTES QUÉBÉCOIS SE PRONONCENT

MONTRÉAL, le 2 mai 2014 - Dans un sondage Léger dont les résultats ont été publiés cette semaine, les économistes québécois se sont prononcés sur les priorités auxquelles devra s'attaquer le nouveau gouvernement québécois et sur les défis que pose la mondialisation à l'économie québécoise.

Des engagements électoraux difficiles à réaliser

Au cours de la dernière campagne électorale, les différents partis politiques ont déposé un cadre financier pour appuyer leurs engagements électoraux. La majorité des économistes consultés (78%) estiment que ces cadres financiers étaient trop optimistes et ils sont quasi unanimes (90%) à penser que cet excès d'optimisme a eu pour effet d'éviter les débats sur les choix difficiles devant être faits. En conséquence, les économistes sont sceptiques quant à la capacité du gouvernement du Parti libéral d'atteindre les objectifs économiques de sa plateforme électorale. En effet, à peine 22% des répondants au sondage croient que le gouvernement sera en mesure d'atteindre un taux de croissance du PIB semblable à celui du Canada et le quart seulement (25%) croient que des gains d'efficacité notables pourront résulter d'une ou deux années de «ménage» ou de réingénierie. Ils sont cependant un peu moins pessimistes quant à la possibilité de créer 250 000 emplois en 5 ans (41% croient cet objectif atteignable) et de limiter la croissance des dépenses publiques à entre 2% et 3% par année (46%).

En ce qui a trait aux engagements électoraux du Parti libéral, les répondants au sondage estiment dans une proportion de 84% que c'est la compression de 1,3 milliard \$ des dépenses publiques qui devrait être la priorité du prochain budget, suivie par le rétablissement des crédits pour les infrastructures (65%). En contrepartie, la mise en place d'un crédit d'impôt à la rénovation, la relance du Plan Nord et la stratégie maritime, apparaissent moins urgentes, à ce moment-ci, pour une nette majorité des économistes sondés.

Les défis de l'économie mondiale

En lien avec les thèmes qui seront abordés lors du [congrès annuel](#) de l'Association des économistes québécois «**LE QUÉBEC ET L'ÉCONOMIE MONDIALE**» qui se tiendra du 14 au 16 mai prochain, les répondants au sondage ont été appelés à donner leur opinion sur certains des défis les plus importants qui confrontent le Québec dans un contexte de mondialisation économique de plus en plus poussée.

Systeme financier : toujours fragile

Différentes mesures ont été prises pour relancer l'économie mondiale à la suite de la crise financière de 2008 et de la récession qui a suivi. Cependant, à peine 6% des répondants au sondage jugent que les gouvernements ont apporté les correctifs nécessaires pour éviter la répétition d'une telle crise. De plus, les trois quarts (76%) des économistes interrogés soutiennent que le recours accru à l'emprunt public risque d'accroître l'endettement de plusieurs pays à des niveaux dangereux; aussi, dans une même proportion (76%) estiment-ils que les gouvernements devraient prévoir des plans de contingence pour pallier un accroissement éventuel des taux d'intérêt. Enfin, les deux tiers (66%) de ces économistes croient que le maintien des taux d'intérêt à un niveau plancher risque d'entraîner une réduction de l'épargne et une augmentation de l'endettement des particuliers.

Politiques d'immigration : miser sur les compétences plutôt que sur le nombre

Face à la baisse anticipée de la population active, les économistes québécois préconisent une approche plus ciblée en matière d'immigration de préférence à l'augmentation des quotas annuels (15% seulement appuient cette option). Ainsi, ils sont d'avis que le gouvernement du Québec devrait sélectionner les immigrants en fonction de leur niveau élevé de qualification (54%) et de leur capacité à combler les pénuries prévues dans certains secteurs (59%).

Politique commerciale : continuité et renouveau

En regard du déficit croissant de la balance commerciale du Québec, les deux tiers (67%) des économistes consultés sont d'avis que le gouvernement du Québec devrait accorder la priorité à la stimulation des exportations. Dans une moindre proportion (49%), ils recommandent également une politique agressive de substitution aux importations, en particulier en matière énergétique.

En ce qui a trait aux exportations, la priorité devrait être accordée aux ressources minières (44%), aux services-conseils (43%) et au secteur manufacturier (42%) plutôt qu'aux produits de la forêt (31%), au tourisme (22%) et aux produits culturels (11%). Du côté des marchés, les États-Unis (64%) et l'Union européenne (51%) devraient être privilégiés davantage que le reste du Canada (43%), que les pays émergents (40%) et que les pays de l'Asie et du Pacifique (38%).

Face à ces réponses, le directeur général de l'Association des économistes québécois, Bernard Barrucco, note que *«les préférences exprimées par les économistes comportent un mélange de prolongation des tendances passées du commerce extérieur et d'ajustements aux possibilités nouvelles offertes par la tertiarisation de l'économie et l'entrée en vigueur de nouvelles ententes de libéralisation des échanges commerciaux»*.

Coopération internationale : priorité à la lutte aux paradis fiscaux

L'intégration poussée de l'économie mondiale fait en sorte qu'il est difficile pour un gouvernement d'atteindre ses objectifs sans la coopération des autres gouvernements. À cet égard, les économistes québécois sont d'avis que le gouvernement fédéral devrait se donner comme priorité la conclusion d'accords internationaux visant à contrer les paradis fiscaux (74% des réponses); une majorité (53%) croit aussi que le gouvernement fédéral devrait imposer des droits compensateurs sur les importations provenant de pays ne respectant pas certaines normes en matière environnementales et sociales. Par ailleurs, l'instauration d'une taxe sur les transactions financières internationales – souvent désignée comme taxe Tobin - recueille l'appui du tiers (33%) des répondants.

Conjoncture : un regain d'optimisme

Le niveau d'optimisme a augmenté chez les économistes québécois quant à la situation économique générale du Québec. Ainsi, près de la moitié d'entre eux (48%) croient que la situation va s'améliorer. Il s'agit d'une nette progression par rapport au sondage de mars dernier alors que 30% étaient de cette opinion. Un tel optimisme chez les économistes québécois ne s'est pas vu depuis mars 2010. Pour Bernard Barrucco, «*ce regain de confiance s'explique sans doute en partie par la reprise en cours de l'économie américaine et par le taux de change plus favorable pour les exportateurs*»

Le sondage a été réalisé par Internet, du 17 avril au 1^{er} mai 2014, auprès des membres de l'Association des économistes québécois. Dans l'ensemble, 160 des 692 membres de l'Association rejoints par courriel ont répondu au sondage, ce qui confère aux résultats de l'étude une précision de $\pm 6.8\%$, et ce, 19 fois sur 20.

L'ASSOCIATION DES ÉCONOMISTES QUÉBÉCOIS

L'Association des économistes québécois est une association professionnelle à but non lucratif fondée en 1975. En accord avec son slogan « Pour des choix éclairés », elle a pour finalité le développement et la diffusion du savoir économique, l'éclairage des débats publics et la valorisation du rôle de l'économiste. L'Association se veut un interlocuteur crédible et impartial dans les débats économiques et elle accueille chez ses membres l'expression des différences de points de vue et d'opinion.

CONTACTS

Association des économistes québécois

Bernard Barrucco, directeur général

(418) 681-9247

bernardbarrucco@economistesquebecois.com

Léger

Sébastien Poitras, Conseiller en recherche

(514) 982-2464

spoitras@leger360.com

Résultats détaillés du sondage

L'Association des économistes québécois comprend 692 membres, dont 665 ont été contactés par courrier électronique. Parmi ceux-ci, 160 (23 % des membres) ont répondu au sondage.

Tableau 1

Question 1

Depuis le début de l'année, la majorité des analystes prévoient un bon comportement de l'économie américaine, une croissance plus vigoureuse dans la zone euro et son maintien au niveau mondial, en dépit du fait que la croissance pourrait être plus modeste en Chine et dans d'autres pays émergents. Le Canada devrait être favorisé par la baisse du dollar autour de 90¢ U.S. et un nouveau gouvernement au Québec qui vise l'accélération de la croissance. Toutefois, la poursuite de la réduction des injections de liquidité par la Fed aux États-Unis et les difficultés rencontrées par certains pays émergents, ainsi que les problèmes récents de l'Ukraine et le coup de force de la Russie, engendrent certains risques économiques.

Au cours des six prochains mois, est-ce que la situation économique du Québec devrait, à votre avis...

Base : tous les répondants (n=160)

	AVRIL 2014 (n=)	MARS 2014 (n=174)	NOV. 2013 (n=209)	MAI 2013 (n=194)	FÉV. 2013 (n=173)	NOV. 2012 (n=170)	JUILLET 2012 (n=192)	MARS 2012 (n=175)	OCT. 2011 (n=183)
Se détériorer	6%	14%	11%	22%	13%	23%	23%	23%	35%
Se maintenir	43%	53%	58%	63%	67%	68%	65%	63%	58%
S'améliorer	48%	30%	28%	13%	17%	8%	11%	11%	7%
Sans opinion	5%	3%	3%	2%	3%	1%	2%	3%	1%

	JUIN 2011 (n=173)	MARS 2011 (n=164)	NOV. 2010 (n=198)	JUIL. 2010 (n=233)	MARS 2010 (n=205)	OCT. 2009 (n=213)	MAI 2009 (n=228)	FÉV. 2009 (n=156)
Se détériorer	8%	8%	12%	7%	3%	7%	27%	82%
Se maintenir	65%	62%	70%	60%	51%	50%	47%	17%
S'améliorer	26%	30%	17%	32%	45%	42%	24%	1%
Sans opinion	1%	0%	1%	1%	1%	1%	2%	0%

Tableaux 2, 3, 4

Question

Comme le Comité des politiques publiques de l'Association l'avait suggéré avant le déclenchement des élections provinciales, les partis politiques ont accepté de déposer un cadre budgétaire et financier prédéfini pour appuyer leurs engagements électoraux. Suite à ce succès, êtes-vous d'avis que les cadres financiers des divers partis politiques étaient en général trop optimistes?

Base : tous les répondants (n=160)

Oui	78%
Non	8%
Sans opinion	14%

Question

Croyez-vous que des cadres financiers trop optimistes ont pour effet...

Base : répondants pour qui ... (n=125)

	OUI	NON	NE SAIT PAS / REFUS
...d'éviter les vrais débats sur les choix difficiles à faire?	90%	8%	3%
...de projeter l'image que les politiques publiques du gouvernement peuvent toujours compenser pour des chocs négatifs qu'il sera possible de réaliser notamment?	64%	17%	19%

Question

Croyez-vous qu'il sera possible de réaliser notamment... ?

Base : répondants pour qui ... (n=125)

	OUI	NON	NE SAIT PAS / REFUS
...une croissance des dépenses publiques de seulement 2% à 3% par an?	46%	48%	6%
...une création de 250 000 emplois en 5 ans?	41%	54%	6%

Sondage Association des économistes québécois –
Léger

...des gains d'efficience pour le futur après seulement une ou deux années de " ménage " ou de réingénierie?	25%	63%	12%
...un taux de croissance du PIB au Québec proche de celui du Canada, compte tenu que les effets du vieillissement accéléré de la population se manifestent déjà?	22%	74%	4%

Tableaux 5

Question

La première tâche du nouveau gouvernement est certes l'élaboration du budget du Québec. À cette fin, le gouvernement devra faire des choix parmi ses divers engagements électoraux. Parmi les engagements suivants, veuillez indiquer s'ils sont très urgents, assez urgents, peu urgents ou pas du tout urgents.

Base : tous les répondants (n=160)

	Très urgent	Assez urgent	Peu urgent	Pas du tout urgent	Sans opinion
La compression de 1,3 milliard \$ des dépenses publiques sur 2 ans	42%	42%	10%	6%	1%
Le rétablissement des crédits du Plan d'infrastructures	18%	47%	16%	14%	5%
La relance du Plan nord	11%	28%	34%	24%	4%
Le crédit d'impôt à la rénovation	6%	28%	34%	31%	1%
La stratégie maritime	6%	24%	38%	26%	7%

Tableaux 6

Question

La dernière crise financière a presque mené à un effondrement du système financier des pays développés, et il s'en est suivi une récession sévère et une forte hausse du taux de chômage. Pour remédier à cette situation, les autorités monétaires ont procédé à des injections massives de liquidités pour diminuer les taux d'intérêt et permettre aux autorités gouvernementales de recourir à l'endettement public pour relancer l'économie. Suite à cette expérience récente, croyez-vous...?

Base : tous les répondants (n=160)

	OUI	NON	NE SAIT PAS / REFUS
...que les gouvernements devraient rapidement prévoir des plans de contingence de certaines dépenses afin de pallier un accroissement à terme des taux d'intérêt?	76%	18%	6%
...que le recours accru à l'emprunt public risque d'accroître les taux d'endettement à des niveaux dangereux dans plusieurs pays?	76%	21%	4%
...que le maintien des taux d'intérêt à un niveau plancher sur une aussi longue période risque d'entraîner à moyen terme une réduction du taux d'épargne et un accroissement du taux d'endettement des particuliers plus prononcé?	66%	29%	6%
...que les gouvernements ont apporté tous les correctifs réglementaires nécessaires au système financier pour s'assurer qu'une crise semblable ne puisse pas se reproduire?	6%	83%	11%

Tableaux 7

Question

Les tendances démographiques sont telles que la population active québécoise vieillit et diminue. Si la productivité n'augmente pas suffisamment et que les personnes plus âgées ne restent pas plus longtemps sur le marché du travail, certains secteurs appréhendent des difficultés de recrutement de travailleurs qualifiés qui pourraient compromettre les chances de croissance et de développement de l'économie québécoise. L'immigration peut pallier ces difficultés mais elle comporte d'autres problèmes, notamment en ce qui a trait à l'intégration des nouveaux arrivants, d'où une certaine priorité accordée à l'immigration francophone.

Dans ce contexte, quels devraient être les objectifs que le gouvernement québécois devrait considérer comme prioritaires en matière d'immigration?

3 mentions possibles

Base : tous les répondants (n=160)

Opérer une sélection en privilégiant les secteurs où des pénuries sont à craindre	59%
Opérer une sélection en privilégiant un haut niveau de qualification	54%
Opérer une sélection en privilégiant les immigrants qui correspondent aux besoins immédiats sur les marchés du travail québécois	41%
Élargir le bassin de recrutement tout en continuant à privilégier l'immigration francophone	41%
Favoriser l'allocation de visas de travail pour les ressources en forte demande, sans allocation d'un statut permanent de citoyenneté	29%
Augmenter les quotas annuels de façon à prévenir les pénuries de main-d'œuvre	15%
Ne rien changer et favoriser une meilleure utilisation de la main-d'œuvre actuelle	8%
Sans opinion	2%

Tableaux 8

Question

La balance commerciale du Québec est de plus en plus déficitaire depuis une dizaine d'années et ce, en bonne partie à cause des importations de pétrole et de gaz. Mais d'autres secteurs, tels que le tourisme, se soldent également par des déficits extérieurs importants.

L'approche stratégique : quelle politique le gouvernement du Québec devrait-il prioriser?

2 mentions possibles

Base : tous les répondants (n=160)

Stimuler les exportations	67%
Adopter une politique agressive de substitution aux importations, notamment en matière énergétique	49%
Ne rien faire étant donné que l'équilibre de la balance commerciale relève des forces du marché	14%
Faire pression auprès d'Ottawa pour maintenir le taux de change à 90 ¢ U.S. ou moins	6%
Sans opinion	3%

Tableaux 9

Question

Les marchés : les échanges avec les États-Unis occupent une place prédominante dans les échanges extérieurs du Québec; cette prédominance s'explique par la proximité et l'importance de ce marché mais elle peut constituer un facteur de vulnérabilité étant donné les soubresauts de l'économie américaine; par ailleurs, d'autres marchés extérieurs sont aussi prometteurs sinon davantage; la mise en œuvre de l'accord Canada-Europe offre aussi des potentialités.

Dans ses efforts pour développer les exportations québécoises, à quel marché le gouvernement devrait-il s'intéresser en priorité?

3 options possibles

Base : tous les répondants (n=160)

Les États-Unis	64 %
L'Union européenne	51 %
Le reste du Canada	43 %
Les pays émergents	40 %
L'Asie et les pays du pacifique	38 %
Tous les azimuts	12 %
Sans opinion	2 %

Tableaux 10

Question

Quels secteurs devraient être priorités pour le développement des exportations québécoises?

3 options possibles

Base : tous les répondants (n=160)

Les ressources minières (extraction et transformation)	44 %
Les services-conseils	43 %
Le secteur manufacturier	42 %
Les produits de la forêt (extraction et transformation)	31 %
Ne rien prioriser puisque des potentiels peuvent exister dans tous les secteurs	26 %
Le tourisme	22 %
Les produits culturels	11 %
Sans opinion	3 %

Tableaux 11

Question

La mondialisation se définit et se caractérise par un fort degré d'intégration des activités économiques à l'échelle mondiale. Par conséquent, les gouvernements ne peuvent pas avoir de politiques efficaces dans un grand nombre de domaines s'ils ne se concertent pas avec les autres gouvernements.

Dans un tel contexte, quelle devrait être les priorités du gouvernement canadien?

3 options possibles

Base : tous les répondants (n=160)

Conclure des accords internationaux visant à contrer les paradis fiscaux	74 %
Imposer des droits compensateurs sur les importations en provenance de pays ne respectant pas certaines normes minimales en matière d'environnement et de protection sociale	53 %
Instaurer une taxe sur les transactions financières internationales de façon à décourager la spéculation	33 %
Percevoir les taxes de vente sur les importations effectuées par commerce électronique	32 %
Conclure des ententes internationales visant la taxation des personnes à très hauts revenus	23 %
Faire confiance à la main invisible	8 %
Sans opinion	6 %